

La France  
insoumise

jlm2017.fr

Jean-Luc  
**MÉLENCHON**

 @JLMelenchon

 JLMelenchon

Dossier suivi par :

[courrier@jlm2017.fr](mailto:courrier@jlm2017.fr)

AMVBF

22 rue Joubert

75009 PARIS

contact@ville-et-banlieue.org

Monsieur le Président, Madame la première Vice-Présidente,

Lors de la réunion de votre association le 15 mars dernier, vous avez interpellé les candidats à l'élection présidentielle sur les propositions que vous formulez pour réintégrer les quartiers populaires dans la République. Nous souhaitons réagir à cette interpellation et donner suite à notre courrier du 4 novembre dernier. Vous trouverez ci-dessous les propositions du programme L'Avenir en commun qui permettront de répondre aux problèmes économiques et sociaux que les quartiers populaires connaissent depuis les années 1990. La lutte contre la stigmatisation qui entoure ces territoires passe par des politiques ambitieuses pour en faire des laboratoires du nouveau modèle de société que nous défendons, en particulier dans le domaine de la transition énergétique et du renouveau éducatif et démocratique.

Vous insistez sur l'importance de **l'écologie populaire** dans les QPV, qui doit concilier plus-value sociale et plus-value environnementale. Les logements des quartiers prioritaires de la politique de la ville, particulièrement soumis aux phénomènes de « passoires énergétiques » bénéficieront du plan de rénovation thermique de 700 000 logements par an, financé par le plan d'investissement de 100 milliards d'euros destiné à relancer l'économie de notre pays. Nous mettrons également en place un « guichet unique » regroupant les demandes de financement, l'évaluation des besoins, la coordination des professionnels nécessaires pour organiser la rénovation par les propriétaires individuels. Les quartiers populaires, soumis à des taux de pauvreté plus importants que la moyenne nationale, bénéficieront également pleinement de la gratuité d'accès à l'eau et à l'énergie que nous instaurerons pour tous les ménages.

Nous travaillerons comme vous le demandez à une **juste répartition du logement social** dans toutes les villes et agglomérations. Nous produirons un million de logements réellement sociaux (PLAI et PLUS) au rythme de 200 000 logements publics par an répondant aux critères écologiques, en augmentant notamment le mécanisme d'« aide à la pierre ». Nous augmenterons à 30 % le quota minimum de logements sociaux dans les communes soumises à une forte tension locative et nous punirons plus sévèrement les maires qui ne respectent pas leurs obligations.

Vous demandez **l'accélération du désenclavement des QPV**. Nous nous engageons dans ce sens à reconstruire le maillage de transports en commun sur tout le territoire, en particulier dans les départements ruraux et les quartiers populaires, dans un double objectif d'égalité d'accès au service public et de transition écologique.

Vous soulignez la nécessité de **rassembler tous les acteurs autour des enfants** et de mettre en place des actions pour valoriser les élèves en décrochage et **développer le vivre-ensemble**. Les enseignants ont à ce titre un rôle central pour mener à bien leur mission d'accompagnement et de formation à la citoyenneté. Nous recruterons au moins 60 000 enseignant-e-s supplémentaires sur le quinquennat et nous favoriserons l'accès au métier d'enseignant par les jeunes issus de milieux populaires en mettant en place un dispositif de pré-recrutement. Vous demandez de « renforcer l'effort éducatif » dans une approche de mixité scolaire ; nous nous engageons dans ce sens à instaurer une nouvelle carte scolaire établissant la mixité sociale.

Parce que le vivre-ensemble passe également par la **pratique sportive et l'accès à la culture**, nous porterons le budget de la culture à 1 % du PIB et nous augmenterons la taxe sur les retransmissions sportives à la télévision pour financer le sport amateur. Les jeunes engagés dans un service citoyen obligatoire de 9 mois pourront participer à des missions d'intérêt général comme la médiation culturelle, comme vous le proposez.

Avec un taux de chômage deux fois supérieur à la moyenne nationale, **l'insertion professionnelle et la formation des habitants** des quartiers populaires, et particulièrement des jeunes, seront des objectifs prioritaires de notre mandat. Nous refonderons le service public de l'emploi en identifiant clairement chacune des missions (conseil et accompagnement ; indemnisation ; orientation et formation professionnelle), ce qui permettra de cibler les missions de « droit commun » sur les besoins des QPV. Nous établirons également le « droit opposable à l'emploi » en faisant de l'État l'employeur en dernier ressort : en cas de chômage de longue durée, l'État devra proposer un emploi au chômeur en lien avec sa qualification, sur une mission d'intérêt général. Nous refonderons l'organisation de la formation professionnelle des adultes et l'inclurons dans le service public de l'enseignement professionnel.

La **santé** des habitants des quartiers populaires doit également être une priorité. Nous comblerons les déserts médicaux en créant notamment un corps de médecins généralistes fonctionnaires rémunérés pendant leurs études et en créant des centres de santé pluridisciplinaires pratiquant le tiers payant dans les zones en besoin. Vous demandez l'ouverture d'un débat national sur les questions relatives aux stupéfiants, intégrant celle de la dépénalisation du cannabis. Nous proposons de légaliser et encadrer la consommation, la production et la vente de cannabis dans des conditions permettant de lutter contre l'addiction par le contrôle de la qualité des produits et des quantités écoulées.

Vous appelez les candidats à **renforcer la prévention de terrain, la police de proximité, l'accès au droit et à la justice** pour les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Nous restaurerons la police de proximité en refondant les objectifs des polices municipales et en affirmant la distinction entre les missions nationales et locales. Comme vous le suggérez, nous recruterons des agents administratifs pour libérer policiers et gendarmes aptes à aller sur le terrain et qui travaillent à des postes administratifs. Nous assurerons également le démantèlement des brigades anti-criminalité qui ne font que du flagrant délit et ne permettent pas d'assurer une bonne relation entre la police et la population.

**La France  
insoumise**

**jlm2017.fr**

Jean-Luc  
**MÉLENCHON**

 @JLMelenchon

 JLMelenchon

Dossier suivi par :

Vous appelez enfin à favoriser **l'expression démocratique dans les quartiers populaires**. Le modèle de 6ème République que nous proposerons à l'Assemblée constituante chargée de rédiger notre nouvelle Constitution mettra l'intervention citoyenne au cœur de notre démocratie. Cette intervention citoyenne devra se décliner à tous les échelons, locaux et infra-locaux, au niveau des quartiers. Parce que la participation à la vie citoyenne implique le partage d'une langue commune, nous développerons les structures d'alphabétisation et les cours de langue française pour les personnes non-francophones et nous nous fixons pour objectif d'éradiquer l'illettrisme pour les jeunes sortis du système scolaire et les adultes à l'horizon 2022.

Vous souhaitant bonne réception de ce courrier, nous vous invitons également à retrouver l'ensemble du programme de la France insoumise, *L'avenir en commun*, sur le site <https://laec.fr/> ou en librairie et les livrets thématiques sur le site : <https://avenirencommun.fr/>.

Charlotte Girard  
Co-responsable du programme de la France Insoumise.

**La France  
insoumise**

**jlm2017.fr**

Jean-Luc  
**MÉLENCHON**

 @JLMelenchon

 JLMelenchon

Dossier suivi par : 

---